

## Trois militants pédophiles créent un parti faisant l'apologie de la pédophilie<sup>1</sup>

Le Parti de la Charité, de la Liberté et de la Diversité (PNVD<sup>2</sup>) était un parti politique néerlandais, créé officiellement en mai 2006 par trois militants pédophiles, **Marthijn Uittenbogaard** (le président), **Ad van den Berg** (le trésorier) et **Norbert de Jonge** (le secrétaire). Ses principaux axes de campagne : l'abaissement de l'âge du consentement à un acte sexuel de seize à douze ans, la légalisation de la pornographie infantile et celle des relations sexuelles avec les animaux. Le parti a annoncé son autodissolution en mars 2010.



### ■ Programme

Le **PNVD** dénonçait une « société uniforme » où les citoyens agiraient comme des « automates » et ne seraient plus capables de penser par eux-mêmes, ni de s'opposer à la pensée dominante. Le programme du PNVD visait donc, selon le parti, à maximiser la diversité (d'opinions et de choix de vie notamment), dans le respect des différences individuelles et de la liberté de penser ; pour cela, il prônait un « *élargissement des libertés individuelles* ». Ainsi, le parti se prononçait pour l'élargissement des droits de l'enfant, des droits des animaux, et en faveur d'une libéralisation des mœurs et de la sexualité. Il prônait un État décentralisé, devant subvenir aux besoins élémentaires de chaque citoyen par une allocation de base, et garantissant la gratuité des soins médicaux.



## Les fondateurs

Le comité exécutif et les seuls membres publics étaient Marthijn Uittenbogaard, Ad van den Berg et Norbert de Jonge. Il n'est pas inutile d'étudier le parcours de chacun de ces personnages.

### ■ Marthijn Uittenbogaard

Fils de fermier, employé de cuisine dans une maison de santé, âgé de 34 ans lors de notre affaire en 2006, Marthijn Uittenbogaard était un activiste néerlandais défendant la légalisation des relations sexuelles entre adultes et enfants. Il a été le président et le cofondateur du parti. Il a également été membre de l'association MARTIJN, interdite en 2014. Il est emprisonné depuis le 22 juin 2022 en Équateur avec son partenaire Lesley Luijs pour possession de matériels de pornographie infantile.

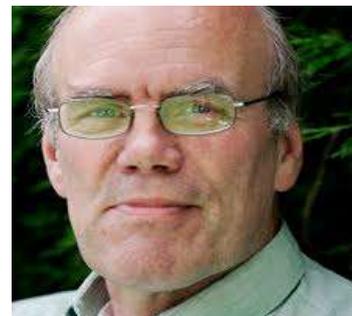


<sup>1</sup> L'apologie de la pédophilie c'est quoi ? : L'apologie de la pédophilie est l'ensemble des actions, écrits et prises de position visant à faire accepter socialement la pédophilie ou simplement à en faire l'éloge.

<sup>2</sup> En néerlandais : *Partij voor Naastenliefde, Vrijheid en Diversiteit*

## ▪ **Ad van den Berg**

Ad van den Berg était un activiste néerlandais militant pour l'acceptation des relations sexuelles entre adultes et enfants. Il a été le trésorier du parti. Condamné pour abus sexuel sur un garçon de 11 ans et pour possession de matériels de pornographie infantile, il est mort en 2023 à l'âge de 78 ans.



## ▪ **Norbert de Jonge**

Activiste de la 1<sup>ère</sup> vague du PAM, secrétaire du parti et fondateur du site de partage de vidéos [freespechtube.org](https://freespechtube.org)<sup>3</sup>, il a également été actif dans l'association, maintenant interdite, **Vereniging MARTIJN**<sup>4</sup>. Comme son ami proche, Marthijn Uittenbogaard, il a fait son coming out en tant que pédophile (dans son cas, un amoureux des filles). De Jonge est également un activiste en ligne très affirmé et organisé - par exemple, en utilisant son espace Web pour télécharger des fichiers audio ou vidéo et divers documents. De Jonge avait initialement cofondé le PNVD en 2006 avec ses associés, en raison d'un manque de soutien pour les initiatives de la 2<sup>ème</sup> vague du PAM telles que Clogo.org - une tentative de rebaptiser le mouvement, qui était chancelant à l'époque.



## **Réactions dans l'opinion publique et dans la classe politique**

L'annonce de la création du PNVD a aussitôt provoqué de vives réactions dans l'opinion. Dans un sondage, 80 % des Néerlandais ont déclaré que des mesures devaient être prises, 72 % que le parti devait être interdit ; plusieurs députés ont interpellé le gouvernement à ce sujet. Les liens du parti avec l'association MARTIJN, le principal mouvement de militantisme pédophile aux Pays-Bas, ont également attiré l'attention.

Dès sa création, le parti a fait l'objet d'attaques en justice. La première fut une plainte d'une entreprise de sécurité utilisant déjà le sigle NVD qui ne souhaitait pas voir son nom associé aux idées du parti : procès perdu par le parti qui dut changer ses initiales en PNVD. La seconde fut une plainte d'une association de protection de l'enfance, demandant l'interdiction du parti : l'association a été déboutée en référé en juillet 2006.

Malgré les protestations de certains parlementaires ainsi que de la presse, le parquet de La Haye n'a pas estimé opportun de saisir les juridictions compétentes aux fins d'interdiction et de dissolution de ce parti, au motif que le fait de vouloir solliciter du Parlement une

---

<sup>3</sup> **FreeSpeechTube** est un site Web géré à partir des Pays-Bas avec une base d'utilisateurs composée principalement de MAP, de zoophiles et pédophiles.

<sup>4</sup> **Vereniging MARTIJN** était une association pédophile néerlandaise dont l'objet était de faire accepter les relations sexuelles entre adultes et enfants. Fondée à Hoogeveen en 1982, plus ancienne association pédophile européenne. La justice néerlandaise a interdit le groupe en juin 2012, avant de revenir sur cette interdiction en avril 2013, puis de la confirmer le 19 avril 2014.

modification des lois tendant à autoriser des relations pédophiles ne constituait pas un délit pénalement répréhensible. Le ministère de la justice n'a, quant à lui, pas pris de position officielle sur ce dossier, estimant qu'il relevait de la compétence judiciaire.

**L'action de la fondation Soelaas**, dont le but est de protéger les enfants des agissements de pédophiles et qui tend à faire interdire ce parti, a été déclarée irrecevable. Par jugement du 17 juillet 2006, le juge des référés du tribunal d'arrondissement de La Haye a rejeté la demande au motif que cette association de défense des victimes de pédophiles, dont le but est de les rechercher, n'avait pas d'intérêt à agir. Le tribunal mentionne que l'indignation n'est pas un motif suffisant pour agir et rappelle que les libertés d'expression, de réunion et d'association, auxquelles il faut ajouter le droit de fonder un parti politique, sont des droits fondamentaux dans un État démocratique.

De son côté, **le président du parti pour la liberté, M. Geert Wilders**, a indiqué vouloir saisir le ministre de la Justice pour faire interdire ce parti ; à défaut, il déposerait, si cela était possible, un projet de loi en ce sens. Quoi qu'il en soit, ce parti ne pourra se présenter aux élections législatives du 22 novembre 2006 que s'il obtient les parrainages nécessaires. Il convient de rappeler que les Pays-Bas sont liés, au même titre que la France, à un certain nombre d'engagements internationaux et européens qui illustrent un commun attachement aux valeurs humanistes. Parmi ces engagements, figurent d'une part la **Convention internationale des droits de l'enfant** de 1989 émanant de l'Organisation des Nations unies (ONU), signée et ratifiée par 191 pays dont la France et les Pays-Bas, et d'autre part la Charte européenne des droits fondamentaux de l'UE signée et proclamée par les présidents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission lors du Conseil européen de Nice le 7 décembre 2000. Outre ces textes de référence, le traité d'Amsterdam entré en vigueur le 1<sup>er</sup> mai 1999 crée « *un espace de liberté, de sécurité et de justice* » à l'intérieur de l'Union européenne. Parmi les domaines où, dans un cadre inter-gouvernemental, les pays renforcent leurs actions de coopération, figure la lutte contre la pédophilie.



Cet important dispositif, qui se justifie par l'actualité de ces dernières années, a été renforcé récemment par l'approbation des députés européens, lors de la session à Bruxelles des 31 mai et 1<sup>er</sup> juin 2006, d'une proposition qui vise à renforcer la législation protégeant les enfants contre les auteurs de délits sexuels en Europe. L'objectif est de faire en sorte que lorsqu'un tribunal prononce - à la suite de voies de fait à caractère sexuel à l'égard d'enfants ou de pédopornographie - une interdiction d'exercer une activité en rapport avec des enfants, cette interdiction soit applicable non seulement dans l'État membre qui l'a décrétée, mais dans tout autre État membre. La réunion à Athènes de l'ENOC (European Network of Ombudsmen for Children), réseau européen des médiateurs homologués, du 26 au 28 septembre 2006,

rappellera tous ces principes, et contribuera sans nul doute à renforcer la lutte contre la pédophilie.

*Rédigé par Hamid Elatifi en août 2023*

## **Nos Sources :**

- **Assemblée Nationale**
  - <https://questions.assemblee-nationale.fr/q12/12-103110QE.htm>
- **The Free Encyclopédia**
  - [https://en.wikipedia.org/wiki/Party\\_for\\_Neighbourly\\_Love,\\_Freedom\\_and\\_Diversity](https://en.wikipedia.org/wiki/Party_for_Neighbourly_Love,_Freedom_and_Diversity)
- **Opération Underground Railroad - Twitter**
  - <https://twitter.com/status>
  - <https://twitter.com/OURrescue/status/1541542646568701962>
- **Libération**
  - Portrait sur la ligne jeune
  - [https://www.liberation.fr/portrait/2006/07/08/sur-la-ligne-jeune\\_45504/](https://www.liberation.fr/portrait/2006/07/08/sur-la-ligne-jeune_45504/)
- **Dutch News**
  - <https://www.dutchnews.nl/2023/06/dutch-pedophiles-sentenced-to-10-years-jail-in-ecuador/>
- **Unionpédia**
  - [https://fr.unionpedia.org/Parti\\_de\\_la\\_charit%C3%A9\\_de\\_la\\_libert%C3%A9\\_et\\_de\\_la\\_diversit%C3%A9](https://fr.unionpedia.org/Parti_de_la_charit%C3%A9_de_la_libert%C3%A9_et_de_la_diversit%C3%A9)